Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 167
Septembre 2025

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Libertaires, égalitaires, fraternitaires

Leur devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité » est une devise pour les gogos.

La pauvreté, c'est l'esclavage (Bakounine). Un esclave ne peut être libre. Dix millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Elle est où la liberté. Leur liberté, c'est celle du plus riche, du plus fort.

Il n'y a pas d'égalité sans égalité économique et sociale (Bakounine). Ceux qui ont les plus hauts patrimoines, les plus hauts revenus sont moins taxés proportionnellement que les salariés des classes moyennes. Le salarié paie des impôts ; il ne peut se cacher derrière une holding, faire de l'optimisation fiscale. En France, la justice tolère davantage les délinquants en col blanc que les petits délinquants des quartiers. Il n'y a pas de prison VIP pour les manifestants emprisonnés. Il n'y a donc pas d'égalité devant la loi et encore moins devant l'impôt.

Il n'y a pas de fraternité quand les politiciens nous assènent à longueur d'ondes que nous sommes différents et que le ressentiment prime sur toute autre considération jusqu'à jouer sur les peurs. Il n'y a pas de fraternité quand les riches font trimer les pauvres, quand l'extrême-droite bastonne des clients de bar en terrasse, quand l'extrême-droite a pignon sur rue et organise des ratonnades et des chasses aux militants d'extrême-gauche dont les anarchistes. Il n'y a pas de fraternité parce que la lutte des classes existe. Il n'y a pas de fraternité quand le gouvernement tente de nous faire travailler plus longtemps, quand il casse le code du travail, quand il s'attaque au temps de travail et à la Sécurité sociale. Il n'y a pas de fraternité quand les gouvernants créent de l'insécurité en premier lieu une insécurité sociale, une précarité. Il n'y a pas de fraternité quand nombre de malades n'ont plus de médecin traitant, n'ont plus accès aux soins. Il n'y a pas de fraternité parce que les riches préfèrent s'abreuver de profits en profitant d'une immunité fiscale alors qu'en bas les travailleurs demandent une justice sociale.

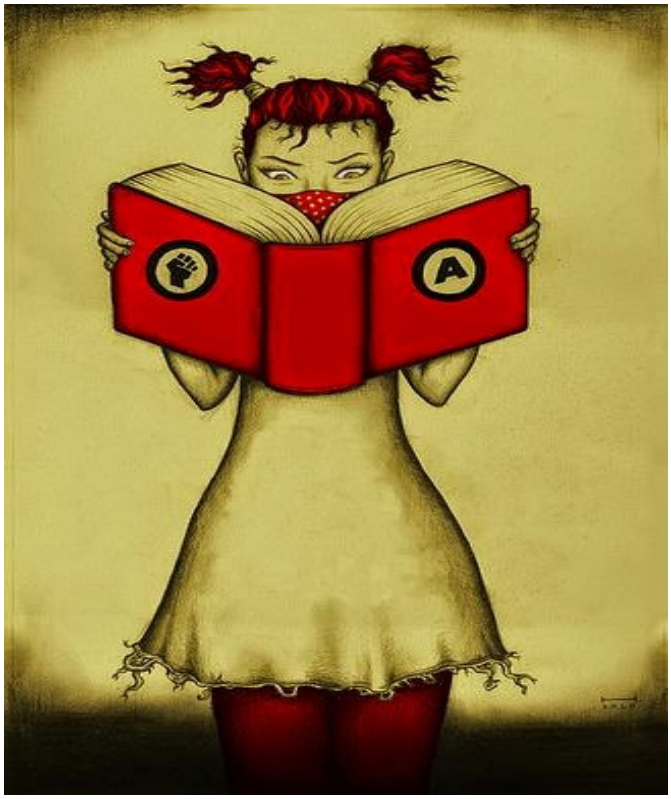
Voilà pourquoi la devise républicaine est une fiction.

En réalité, nos anciens ont fait la Révolution en 1789 mais ont laissé la bourgeoisie prendre les commandes. L'égalité politique est une autre fiction sans égalité économique et sociale. Mais de cette dernière égalité, les patrons, les nantis, les spéculateurs…n'en veulent surtout pas. Ce serait la réelle abolition des privilèges. Non pas celle du quatre août mais celle de la Révolution sociale et libertaire.

Le capitalisme, c'est le chacun pour soi ; c'est la loi du plus fort ; c'est l'argent roi où tout s'achète et tout se vend, même les consciences ; c'est la guerre.

L'anarchisme, c'est l'entraide ; c'est la règle de la solidarité ; c'est le soutien aux faibles ; c'est une société où le salariat est aboli ; c'est la vie qui n'entrave pas l'individu ni le spolie ; c'est l'autogestion où les chefs n'existent plus. C'est la liberté car rien n'est au-dessus de la liberté. C'est l'effacement des abus ; c'est une société qui respecte la nature ; c'est l'écologie sociale et libertaire.

Goulago (GLJD)



Ecologie politique

L'écologie dite politique (nous dirions politicienne) avec ses propositions « crédibles », ses plateformes et son électoralisme, tient le devant de la scène. Aujourd'hui, Marine Tondelier est même devenue la papesse de l'unité à gauche. Le mot écologie, en se perdant dans les méandres du pouvoir, a perdu finalement une grande partie de son intérêt. Les ténors étonnés de la démobilisation des troupes électorales ne sont-ils pas tout simplement dépassés par une réalité qui se vit ailleurs et autrement ?

La grande désillusion de 1968 avait laissé la place à un énorme bouillonnement de luttes qui s'interpénétraient et se complétaient au gré des humeurs et des sensibilités : antinucléaire, santé, femmes, régions, technologies douces, antimilitarisme, Tiers-monde etc. L'anarchisme reprenait de même des couleurs. Mais de nouveau, les énergies écologistes s'épuisaient au profit d'une possible gauche au pouvoir. Ce qui adviendra en Mai 1981 avec Mitterrand et plus récemment avec François Hollande, pour les résultats que l'on connaît. Le discrédit.

La déception a été à la hauteur du mythe, d'autant qu'il y avait parfois de la mauvaise conscience dans ce reniement. Les écologistes électoralistes n'avaient pas pris le courage, ni le temps de s'interroger sur les motivations du militantisme écologiste dans sa diversité. Les lendemains qui chantent ont tenu lieu de mantra.

Se nourrir d'espoir, c'est vivre et ça fait plaisir. Et c'est vrai que pour les anarchistes, le plaisir est consubstantiel du militantisme. Si vous dites aux gens, rejoignez-nous ! Pour quel programme ? Notre programme, c'est de militer pour s'emmerder. Dans ces conditions, on ne va pas attirer grand monde. L'étude du comportement dans les organismes vivants nous apprend que la recherche d'un équilibre passe par la récompense et le plaisir et que ça reste toujours la finalité de ces organismes. Nous recherchons une gratification, n'ayons pas peur de nos plaisirs terrestres.

Lorsque nous cherchons une certaine efficacité, nous avons tendance à nous spécialiser dans certaines tâches, dans certains types d'informations sans avoir conscience de ce que cette spécialisation peut induire comme inconvénients. Car plus nous voulons être « efficaces », plus nous acceptons des notions comme hiérarchie, organisation, contraintes techniques et financières, compétence, etc. Le pouvoir réapparaît là où nous pensions l'avoir expurgé.

Dans un système biologique ou physique (molécule, cellule, organisme, espèce, écosystème…) n'intervient aucun pouvoir entre chaque niveau d'organisation. Chaque structure s'associe à une autre pour fonctionner avec elle et fait en sorte que l'ensemble réagisse au mieux par rapport à l'environnement. Et pour que chaque niveau d'organisation puisse s'intégrer à l'ensemble, en comprendre la finalité, il faut que l'information circule continuellement entre chaque élément. Henri Laborit a expliqué clairement cette notion « d'information généralisée » dans son livre « Société informationnelle, idées sur l'autogestion ».

La critique d'une société hypercentralisée et hyperspécialisée ne peut-elle pas, quoique à un degré très différent évidemment, s'appliquer à nos propres structures de contrepouvoirs ? Il semble que dans nos démarches d'informations alternatives, nous n'ayons pas quitté le système d'information généralisée, source de conflits. Le verrou du pouvoir est encore, pour longtemps peut-être, à faire sauter.

Parler au nom des exploités, des « victimes », de ceux qui souffrent, c'est prendre un pouvoir, celui de l'information. Et revendiquer un pouvoir pour ceux et celles qui ne l'ont pas ou ne peuvent l'exercer nous fait immanquablement tomber dans le piège grossier du paradis obligatoire, comme nous en avons une illustration dans les pays illibéraux et totalitaires. Car, le pouvoir, il n'est peut-être pas indispensable de le revendiquer, si on peut le supprimer. Et pour le supprimer, il faut le diluer dans tous les interstices visibles, le faire passer dans toutes les brèches possibles, offrir le sien dans une Nuit du 4 août à refaire. « La liberté d'autrui étend la mienne à l'infini » disait Bakounine. Et cela ne signifie nullement une démission devant les injustices, car ce que l'on ne veut pas faire soi-même, rien ne nous oblige à le supporter des autres.

Concrètement, comment appliquer une telle démarche ? D'autres pourront rétorquer que la multiplicité des moyens d'information actuels est déjà une dilution du pouvoir, une tentation de réseau. C'est vrai que les réseaux sociaux sont multiples mais on y trouve parfois le pire.

On ne peut accuser le « mouvement écologique » de dogmatisme tant il est varié aujourd'hui, tant il est divers dans ses formes et dans ses innovations (ZAD, alternatives diverses etc.). Mais nous restons critiques de l'écologie électoraliste, souvent supplétive de la gauche de gouvernement. Ne voit-on pas de même les écologistes allemands renier leurs convictions pacifistes etc.

Un peu partout, à l'état de germe, d'embryon, couvent des réseaux de vie différente qui subsisteront toujours malgré toutes les lois et toutes les polices. A chacun(e) de les chercher, de leur donner vie, de les aider à grandir.

En attendant, le combat écologique doit non seulement continuer mais s'intensifier ; la France est championne d'Europe pour l'utilisation de pesticides. Nous sommes tous empoisonnés à des degrés divers selon nos lieux d'habitations mais personne n'est à l'abri, personne n'est épargné et les cancers vont devenir de plus en plus nombreux.

Une équipe de chercheurs du laboratoire de météorologie physique de l'université de Clermont-Ferrand, installée au sommet du Puy de Dôme, à 1500 m d'altitude, pour y pomper et analyser l'air ambiant a fait la découverte suivante : entre 6 et 140 tonnes de pesticides sont en suspension chaque jour dans les nuages qui survolent notre pays. Et naturellement, une partie retombe avec la pluie, parfois loin de l'endroit où des pesticides ont été pulvérisés. La terre et les sols sont contaminés ; la pluie lessive alors ces dangereux polluants puis arrose, entre autres, nos jardins, les zones naturelles et les terres agricoles en bio etc. Certains de ces pesticides/poisons sont interdits en France. Et la FNSEA appelle à manifester contre les normes qui diminuent leurs profits ! Il est temps de cesser d'appuyer leurs revendications et de les mettre face à leurs responsabilités. L'opinion publique doit condamnée les pratiques de l'agrobusiness.

Au sommet du Puy de Dôme, les scientifiques ont ainsi trouvé et mesuré la concentration de 32 pesticides dans l'eau des nuages, y compris des pesticides interdits en France « provenant en grande partie d'un transport régional à longue distance ».

Les pollueurs atmosphériques comptent sur le vent pour « nettoyer » l'atmosphère locale, comme cela ni vu ni connu. Lâches et cyniques, tels sont les pollueurs. Lâches et cyniques, tels sont les politiciens qui les soutiennent.

Goulago (GLJD)

Collusion des pouvoirs politiques et religieux

Le fascisme est « une forme de comportement politique marquée par une obsession pour le déclin, l'humiliation et la victimisation de la communauté, avec des cultures compensatoires d'unité, d'énergie et de pureté, dans laquelle un parti de masse composé de militants nationalistes engagés, travaillant en collaboration difficile mais efficace avec les élites traditionnelles, abandonne les libertés démocratiques et poursuit une violence rédemptrice, sans se soucier des contraintes éthiques ou juridiques de purification interne et d'expansion externe. » Robert O. Paxton

Nous sommes autant en désaccord avec le nationalisme étatique, avec tout son traditionalisme et sa répression, qu'avec un multiculturalisme homogénéisant et acritique, complice du capitalisme.

La lutte anti-mondialisation, si chère à la gauche alternative entre le milieu des années 90 et la première décennie du XXIe siècle, a été reconceptualisée et engloutie par le sentiment patriotique grossier, homicide et raciste de l'extrême droite (parfois l'usurpation est directe et littérale, comme lorsque l'extrême-droite dit se préoccuper des classes populaires et de ceux qui sont dans une situation extrême de besoins).

La théorie anarchiste attaque toutes les religions de la même manière, tandis que l'extrême droite exalte le catholicisme et considère l'islam et les musulmans comme des envahisseurs agressifs, dans un mélange de racisme et d'orthodoxie religieuse. La tactique est claire : se présenter comme la solution au problème qu'ils créent eux-mêmes, en « purifiant la nation ». Les religions divisent et dressent les gens les uns contre les autres. La liberté de culte revient à asservir la raison.

Dans certains États « non confessionnels », le crime de blasphème demeure en vigueur, sous le nom d'atteinte au sentiment religieux. Il existe des avocats chrétiens, véritables défenseurs des athées, fervents défenseurs du christianisme, qui voient et dénoncent les hérétiques partout, pour le plus grand plaisir moral des pieux et des ultramontains.

Une guerre religieuse et raciste ne peut pas être gagnée par la victoire d'un des prétendants, mais en répondant par l'athéisme.

Alors que le discours religieux est promu par les médias, l'athéisme reçoit une attention marginale. Nous exigeons un débat ouvert, public et pluraliste.

Les pouvoirs publics de ces Etats « non confessionnels » promeuvent et financent l'Église. Cette organisation mafieuse, avec ses messes et processions télévisées, son enclume, l'Opus Dei, ses inscriptions, ses investisse-

ments dans les SICAV et les fabricants de préservatifs, les Légionnaires du Christ, ses universités et écoles privées, et sa bande de pédophiles.

Quiconque parvient à la conviction profonde de l'existence d'un être transcendantal et immortel qui lui accordera la vie après la mort est libre de croire et de professer de telles idées. Ce que nous refusons aux religions, c'est leur ingérence dans les affaires du monde, politiques, sociales et économiques. Qu'elles s'en tiennent à leur dimension spirituelle, ce que nous considérons comme une forme d'aliénation mentale pernicieuse. Nous nous efforcerons, par le seul mécanisme de la persuasion, de dissuader les gens de leurs idées religieuses. En contrepartie, nous exigeons que la discussion soit libre et équitable, sans préjugés et sans limites.

Nous sommes de même contre l'islam. Et contre la religion catholique. Et contre la religion juive. Et contre l'évangélisme. Et contre la religion orthodoxe. Ce que nous ne pouvons pas faire, c'est tomber dans le piège d'identifier les gens aux religions qui les subjuguent. Pour un musulman, nous sommes, de par nos origines, des « infidèles», et ils seraient encore plus furieux s'ils apprenaient que nous sommes athées. Mais il existe des athées vivant dans le monde musulman qui, dans de nombreux pays, ne peuvent pas révéler leur rejet de la religion. Si ici, les athées sont pratiquement marginalisés et exclus du discours public conventionnel, dans d'autres pays, l'apostasie est passible de la peine de mort, notamment dans la théocratie chiite d'Iran et dans l'Arabie saoudite sunnite wahhabite, véritable promoteur de Daech ou d'Al-Qaïda, et financeur des madrassas ou écoles islamiques où est dispensé l'enseignement religieux le plus rigoureux et le plus fondamentaliste. Leurs équivalents chrétiens sont les groupes évangéliques d'extrême droite, apparus aux États-Unis et répandus en Amérique latine pour combattre la théologie de la libération (une adaptation catholique du marxisme). Les religions n'acceptent ni la différence ni la dissidence : elles monopolisent et s'approprient l'identité de l'imaginaire collectif.

Les gauchistes institutionnels – politiciens, commentateurs, journalistes – s'extasient devant le prétendu « dialogue interreligieux ».

Les gauchistes se réjouissent également du « tournant progressiste » du Vatican, notamment de sa prétendue tolérance envers l'homosexualité, suite à certaines déclarations célèbres du pape François dans un avion à un groupe de journalistes l'accompagnant en voyage. Le pape a déclaré : « Si une personne est homosexuelle et cherche sincèrement Dieu, qui suis-je pour la juger ? » La phrase clé est le conditionnel « et cherche sincèrement Dieu ». C'est un exemple de la prétendue tolérance du postmodernisme : pour être respectée par l'Église, les croyances d'une personne homosexuelle doivent être compatibles avec la foi traditionnelle en Dieu. Si vous êtes homosexuel athée, l'Église vous condamnera doublement : pour être homosexuel et – anathème ! – pour être athée. En bref, le respect de l'homosexualité est subordonné à la foi. Pour ajouter à la gaieté, les commentateurs progressistes ont salué ce « tournant vers la tolérance ». Depuis quand, nous demandons-nous, les religions sont-elles un exemple de progrès (au sens classique, et non au sens actuel, dévalorisé, ringard et capitaliste. Aujourd'hui, être progressiste, c'est être un fidèle serviteur de l'État). Telle est la tolérance de l'Église progressiste : celle de ceux qui s'y soumettent volontairement ; et certains prêtres nous le reprocheront avec sarcasme, c'est une grande avancée par rapport à l'époque des États pontificaux ou du national-catholicisme.

La collusion entre les pouvoirs politiques et religieux, dans leurs sphères d'influence mondiales respectives, transforme le soi-disant « choc des civilisations » (concept inventé par le politologue et néoconservateur américain Samuel P. Huntington, qui affirme qu'une confrontation entre un islam rigoureux et les valeurs démocratiques de l'Occident est inévitable) en une prophétie auto-réalisatrice.

Vous, saeteros, Nazaréens, pèlerins du Chemin de Saint-Jacques et du Rocío, catholiques en général, foutez-nous la paix! Vous qui priez le dos levé et le front contre terre, qui jeûnez, musulmans en général, foutez-nous la paix! Évangélistes, allez chanter vos prières vers une autre nation ! Vous qui prétendez que le monde a 4 500 ans ! Submergez les autres de vos chants, aussi cruels soient-ils pour eux, nous n'avons d'autre choix que de vous demander de nous foutre la paix! Tous les croyants, cassez-vous, dégagez et laissez-nous vivre en paix, comme on l'entend sans vos morales à deux balles!

Dernière exemple en date de la malfaisance des églises et du rôle qu'elles peuvent exercer au profit des gouvernements d'autocrates ou non. L'Église orthodoxe russe utilise la religion dans le cadre d'une guerre hybride, et certaines de ses églises agissent comme des filiales du FSB, les services secrets russes. L'Église orthodoxe peut même être qualifiée d' "instrument principal du pouvoir étatique" dans la Russie orthodoxe. Ses popes agissent souvent en supplétifs de l'armée d'occupation russe (Ukraine…). Voilà une religion qui comme toutes les religions s'occupent non seulement du spirituel mais surtout du temporel.

Accidents du travail: honte patronale

Le Groupe libertaire Jules Durand dénonce les chiffres des accidents du travail en France, les considérant comme un fléau social inacceptable au XXIème siècle. D'après les chiffres compilés par Politis : on compte 903 morts au travail en 2022 ; c'est un bien triste record. En 2024, la France a enregistré 789 décès liés à des accidents du travail, soit environ deux par jour. Par ailleurs, plus de 560 000 accidents du travail ont été déclarés, dont plus de 38 000 graves.

S'appuyant sur les données officielles du ministère, nous avons pu analyser les chiffres des accidents du travail de ces dernières années, en se concentrant sur les données recueillies. Si on a constaté une baisse significative des accidents du travail en 2020, conséquence des mois de ralentissement économique causés par la pandémie de COVID-19, depuis, le nombre d'accidents a de nouveau augmenté, dépassant le seuil pré-pandémique en 2022.

D'après le média StreetPress, en 2019, 804 accidents mortels sont recensés par la Confédération européenne des syndicats, soit là le plus haut chiffre d'Europe, faisant de la France le seul pays de l'Union européenne dans lequel ces accidents du travail sont en hausse. Comme susmentionné le nombre d'accidents mortels atteint 903 pour l'année 2022, un niveau record en 20 ans.

Les principales causes d'accidents du travail restent inchangées : manutention manuelle, chutes de hauteur ou de plain-pied, et utilisation de machines. Selon les données de la DARES, le nombre d'accidents du travail a atteint 679 200 en 2022, marquant une baisse de 6 % par rapport à l'année précédente. Cependant, les chiffres de 2024 indiquent une tendance à la hausse, avec une augmentation des accidents graves et mortels. Les jeunes travailleurs, notamment ceux de moins de 25 ans, sont particulièrement vulnérables, représentant une part significative des victimes.

Les causes des accidents du travail sont connues : les chocs ou collisions de travailleurs en mouvement contre des objets fixes sont les plus fréquents, suivis par le surmenage physique, les chocs d'objets en mouvement contre des travailleurs fixes, les accidents de la circulation et les contacts avec des objets tranchants ou perforants.

Certaines données laissaient entrevoir une amélioration récente : par exemple les chiffres diffusés par l'ANACT (agence nationale pour l'amélioration des conditions de vie au travail), qui révèlent, entre 2001 et 2019, une baisse de 11 % des accidents de travail impliquant des hommes. Mais, mauvaise nouvelle, dans cette même période, le nombre de femmes impliquées dans ce type d'accidents a bondi de 41,6 % (de 172 682 en 2001 à 244 558 en 2019).

Pour les anarchistes, ces décès sont tout à fait évitables et leurs auteurs directs sont responsables, car ils s'inscrivent dans une situation structurelle. Les réformes du travail mises en œuvre jusqu'à présent n'ont ni atténué ni amélioré cette situation ; bien au contraire. La précarisation croissante du marché du travail, avec des offres d'emploi qui ne garantissent ni stabilité ni conditions décentes aux travailleurs, est à l'origine de cette réalité, qui impacte encore davantage les plus vulnérables de notre société. On a même de jeunes stagiaires qui meurent durant leur stage en entreprise.

La négligence des gouvernements de différentes tendances politiques au fil des ans, ainsi que leur collusion avec le pouvoir des entreprises, définissent les conditions dans lesquelles la classe ouvrière doit survivre.

Nous exigeons que le gouvernement abroge la loi travail, avec retour des CHSCT, et garantisse des emplois décents et suffisants pour les travailleurs, ce qui pourrait commencer à être résolu par une répartition plus juste des richesses, des horaires de travail plus courts, des mécanismes pour prévenir les abus des employeurs, etc.

Les travailleurs ne sont pas des chiffres statistiques, ni des pièces remplaçables du jour au lendemain dans des entreprises dont les propriétaires ne se soucient que des profits au détriment de vies et de familles entières.

Pour l'autogestion, pour la gestion directe des entreprises et des services publics : une seule solution, la Révolution sociale et libertaire.

Groupe Libertaire Jules Durand (GLJD)

Pour une société libertaire, juste et égalitaire

Le million de personnes qui est descendu dans les rues le 18 septembre dernier était mû par un désir de ne plus subir les diktats d'une classe politique discréditée. Pour les uns, il fallait augmenter les salaires, pour d'autres c'est la peur de la précarité, notamment chez les jeunes que nous avons pu croiser, qui était au cœur des revendications. Ceux qui avaient battu le pavé en 2023 souhaitent toujours un gel de la réforme des retraites ainsi qu'un plan d'aide aux services publics. Les politiciens de gauche qui aspirent au pouvoir pour prendre leur part du gâteau se sont rangés du côté des manifestants comme s'ils étaient les alliés naturels des travailleurs. Que n'ont-ils pas appliqué leurs recettes magiques quand ils étaient eux-mêmes au gouvernement. De Faure à Mélenchon en passant par les écolos politiciens, supplétifs de la gauche électoraliste. Toujours du côté des riches au final, car c'est quelques miettes qu'ils veulent prendre aux nantis alors que nous, c'est le tout le gâteau que nous voulons : la gestion directe des entreprises et des services publics et toute la richesse qui nous revient de droit en tant que producteurs. Parce que si nous laissons faire les profiteurs de tous acabits, nous allons vers tous les murs possibles et imaginables : mur de la dette, mur de la catastrophe climatique, mur du fascisme, mur des services publics qui s'érodent, mur de la guerre qui vient…Ce sont des milliards d'intérêts que nous coûte la dette de Macron et des patrons, ce sont des milliards que nous coûtent les inondations et journées de canicule chaque année, ce sont des milliards que nous coûtent la pollution de l'air, des terres etc. Notre santé est hypothéquée par les malfaisants de l'agro-industrie, de la pétrochimie et de tous ceux qui produisent des polluants éternels, des aliments ultra-transformés…. Leurs profits, nos cancers ! Leurs profits, notre diabète, notre obésité, notre infertilité ! Leurs profits, nos troubles neurocomportementaux, dégénératifs etc. Il a fallu combien d'années pour dénoncer les méfaits du tabac sur la santé ? Alors que l'Etat avait le monopole des manufactures et engrangeait des taxes et impôts…Combien de temps pour dénoncer la dangerosité du plomb et de l'amiante qui a coûté la vie à tant de travailleurs.

D'après une étude de la Commission européenne, les substances qui mettent en danger la santé des gens rapporteraient près de 3 milliards d'euros par an à ceux et celles qui les fabriquent alors qu'elles coûtent dix fois plus par an aux systèmes de soin. Les comptes publics avec nos impôts financent donc les dommages collatéraux des entreprises qui nous empoisonnent. Et les politiciens de droite et d'extrême-droite quand ce n'est pas à gauche demandent de plus en plus de règles simplificatrices pour mieux satisfaire les gros faiseurs de fric alors qu'au même moment les services de santé sont à l'os. Et le fuyard Bayrou voulait même, ce cynique personnage, réduire la prise en charge des affections de longue durée. L'assemblée nationale vote la loi Duplomb et demande encore et encore des coupes budgétaires pour la santé ! C'est le paradoxe des cyniques.

Alors, à tous ces casseurs de services publics, à tous ceux qui favorisent les pollueurs, faisons-leur payer leurs turpitudes, leurs lâchetés, leurs incompétences. Tu casses et tu pollues, tu raques et tu dégages! Les politiciens d'aujourd'hui se cachent derrière la cacophonie parlementaire et les dissensions pour mieux nous entourlouper. Ils sont aussi responsables que les pollueurs.

Notre anarchisme veut prendre le contre-pied de ces dérives parlementaires et mettre l'humanisme libertaire au centre des solutions pour aller vers un autre futur autogestionnaire, pour redonner de l'air à la vie. Les discours des Lecornu (et autres futurs successeurs) sont usés jusqu'à la corde. Ils bâtissent leur monde par l'exploitation du ressentiment en imposant leurs lois par la force sous couvert démocratique.

Etienne de la Boétie avait déjà bien analysé les choses à son époque et nous pourrions pour ceux qui construisent leur stratégie de conquête du pouvoir, affirmer que l'amitié est une vertu, ce dont ils semblent tous dépourvus : « Il ne peut y avoir d'amitié là où est la cruauté, là où est la déloyauté, là où est l'injustice ; et pour les méchants, quand ils s'assemblent, c'est un complot, non pas une compagnie ; ils ne s'entraiment pas, ils s'entrecraignent, ils ne sont pas amis, mais ils sont complices. »

Qu'ils dégagent tous et toutes !

Mika (GLJD)

La rébellion est un devoir éthique

La rébellion est juste. Aujourd'hui, la rébellion est un devoir éthique. C'est ce que font les étudiants serbes, les masses turques et géorgiennes, les opposants israéliens au gouvernement Netanyahou, de nombreux citoyens américains contre la politique trumpiste, quelques courageux habitants de Gaza, des femmes en Iran et au Maroc, ainsi que bien d'autres personnes à travers le monde, mais aussi dans notre réalité européenne, dans des contextes géographiques, culturels et politiques différents : des hommes et des femmes qui se rebellent, questionnent notre présent et nous poussent à imaginer un avenir différent. En France, c'est le « Bloquons tout le 10 septembre » qui s'active. Avec certes des partis de gauche qui veulent récupérer une mobilisation citoyenne, une CGT qui ne veut pas être accusée d'être à la traîne et de manquer le coche…Dans les colonnes du Libertaire, nous avons choisi de valoriser les aspects actifs et positifs qui mettent en lumière les expériences libertaires actuelles, l'effort pour découvrir et questionner toutes ces réalités spontanées ou pas, antiautoritaires et mutualistes qui préfigurent une autre façon d'interagir socialement par l'exemple. Nous n'oublions pas, nous ne négligeons pas cependant l'importance et l'option stratégique de la révolte libertaire, individuelle et collective, la rupture avec l'imaginaire dominant, la volonté de s'opposer non seulement à la résilience, mais aussi la résistance à une dérive autoritaire et dangereusement totalitaire de la politique contemporaine avec une extrême-droite qui s'agite en Europe. En France, ce sont les mesures austéritaires de Bayrou qui déroule le tapis rouge au R.N. qui veut se présenter comme un parti responsable et entend ne pas « bordéliser le pays » contrairement aux mouvements sociaux en cours. Il faudra éviter que le piège ne se referme sur nous.

La beauté et l'énergie créatrice des rébellions spontanées représentent pour nous la valeur ajoutée qui illumine et nourrit l'espoir d'un autre futur. Mais tout cela ne doit pas nous tromper ni nous inciter à chercher des raccourcis qui, presque toujours, ont généré de nouveaux pouvoirs et de nouvelles inégalités, une fois consolidés dans des systèmes autoritaires. N'oublions pas la profonde signification de la prophétie d'Étienne de La Boétie, qui, au XVIème siècle, nous mettait en garde contre le véritable spectre de la « servitude volontaire ». Aujourd'hui, à une époque où nous assistons à une recherche frénétique et irrationnelle de nouveaux dirigeants, de nouveaux hommes (ou femmes) responsables, de nouveaux saints et de nouveaux gourous et tribuns, nous devons y opposer une vision large et ouverte qui redonne aux hommes et aux femmes l'extraordinaire pouvoir des rêves, la possibilité concrète de vivre nos relations humaines selon des pratiques de solidarité, d'entraide, de respect, d'autonomie, de liberté et d'amour.

Sans « vision », le pragmatisme nécessaire et indispensable se traduit par la pauvreté et la pratique de l'évidence, générant et alimentant une politique de slogans et de mesquineries typiques de nos dirigeants sordides. Mais cet espoir n'est ni une illusion, ni une évasion mystique de la dure réalité, mais plutôt une conscience qui nous fait prendre conscience qu'une société totalement totalitaire ne peut exister. Au contraire, au sein de ces formes d'agrégation humaine, persistent des espaces, des interstices et des moments où la liberté et la tyrannie se présentent de manière irréductible et destructrice. Et c'est ce qui donne sens à nos actions en faveur de la liberté, qui doit être élargie, mais aussi défendue sous toutes ses formes, aussi incomplètes soient-elles, contre la menace d'une domination envahissante.

Nous avons la chance – oui, car c'est le hasard qui nous a conduits dans cette partie du monde – de vivre dans une zone géographique comme l'Europe, et nous devons en être conscients. Mais cela n'a que peu à voir, en perspective, avec notre idée d'habiter un territoire sans en devenir propriétaire. Nous devons toujours nous considérer comme des « étrangers résidents » et relancer une idée, même de l'Europe, distincte de celle, officielle et institutionnelle, d'une nouvelle superpuissance parmi d'autres. La solution réside dans le fédéralisme libertaire c'est-à-dire intégral, qui redonne au processus décisionnel sa centralité aux niveaux les plus bas possibles, qui envisage la division plutôt que la fusion, une pluralité de sociétés plutôt qu'une société de masse unifiée, un fédéralisme intégral incluant la gestion partagée des biens communs, des formes avancées de mutualisme, des relations de soutien mutuel, la valorisation de la diversité, et bien plus encore.

Dans le contexte actuel, grâce à notre modeste contribution, nous continuons d'offrir à nos lecteurs – une source constante d'inspiration pour une vie pleine et libre – des réflexions, des perspectives, des conversations et des articles qui s'inscrivent dans ce chemin difficile, risqué, mais libre. Nous manquons de contributions et de réflexions approfondies sur de nombreux sujets, et nous sommes donc toujours à la recherche de nouveaux contributeurs capables de mettre leur sensibilité et leur expérience au service d'une cause commune libertaire.

Tout cela en conservant une orientation obstinée et réaliste, mais aussi, et surtout, utile pour nourrir le rêve et l'espoir d'un changement réel et profond dans nos cœurs et nos esprits. Une réappropriation de l'humanisme libertaire en quelque sorte.

J'aime pas les politiciens

Arrogants, suffisants, les politiciens traitent toujours le peuple en mineur. Ils profitent de leur rente électorale et exercent un droit de tutelle sur leurs électeurs qu'ils peuvent trahir à tout moment.

La démocratie ou gouvernement de tous est une fiction de liberté. Même si la démocratie vaut mieux qu'une dictature, quoique les démocraties illibérales se rapprochent de plus en plus des dictatures. Dans tous les domaines c'est le contrôle éternel du pouvoir. Sur nos vies, la paix ou la guerre, les impôts, les services publics, l'empoisonnement aux pesticides, le choix d'énergies, les subventions aux entreprises etc.

Parfois, il arrive, surtout par les temps qui courent, que certains risquent une non-réélection mais au final, le résultat est le même pour le travailleur car d'autres mandataires aussi félons et girouettes les remplacent.

Dans toutes les élections, et à quelques partis que ce soit, il y a les pressions, les petits arrangements, les compromissions, les petits procédés jamais usés que l'on utilise toujours pour modifier la fameuse « expression de la volonté populaire ».

Les députés, les sénateurs, les conseils régionaux, les ministres…ont la haute administration sur la chose publique ; la Res publica n'est plus qu'une coquille vide.

Les dépenses militaires, la paix ou la guerre, sont décidées suivant leurs intérêts ; les lois les plus absurdes (Duplomb etc.) sont votées et imposées par eux. Les électeurs et, même ceux qui ne le sont pas, devront se soumettre. Les impôts devront être payés. Le peuple n'exerce plus aucun contrôle sur les élus. Quel député a été élu pour voter la loi Duplomb par exemple ou pour augmenter l'âge de départ à la retraite. Les politiciens ne gardent que les avantages de la souveraineté, le peuple n'en a que l'illusion. Il est en réalité détourné de l'action qui pourrait le libérer. C'est pour cela entre autres que les anarchistes sont pour l'action directe, l'action sans intermédiaire politicien. La politique est une imposture. La politique politicienne, comme les religions, les patries divise les femmes et les hommes et les rend mauvais.

Les politiciens sont en général des gens qui, depuis longtemps, font tout ce qu'ils peuvent pour paralyser l'évolution humaine, entraver les progrès sociaux qu'ils n'admettent que lors d'un rapport de force qui leur est défavorable, partant de là éviter toute émancipation.

Les politiciens voient les autres de manière déformée. Ils veulent les persuader qu'eux seuls sont des individus capables de pouvoir travailler au mieux des intérêts de tous. De compromissions en compromissions, ils sont allés à la perte de leur personnalité; ils ont complètement déformé leur individualité en croyant ou en se persuadant qu'elle fut apte et juste.

Les politiciens veulent être des chefs, ils veulent dominer les électeurs et parfois les foules, les assujettir et, pour cela, ils font tous leurs efforts pour les berner, empêcher que toute entente puisse se faire. Ils veulent des lois, qu'une loi porte leur nom, ils passent leur temps à en pondre. Mais ces lois provoquent des méfaits, des injustices, des drames, des souffrances de toutes sortes. La misère, c'est l'esclavage. Nous avons donc en France aujourd'hui 10 millions d'esclaves miséreux. La loi interdit-elle la misère ? Bien sûr que non, c'est le fonds de commerce de la plupart des politiciens.

Malheureusement la politique existe, on ne peut le nier, mais cela ne veut pas dire qu'elle soit utile, que son existence soit logique pour le bonheur des gens.

A force de faire confiance aux politiciens, de leur déléguer notre « pouvoir », nous en sommes arrivés à la situation économique actuelle avec une dette abyssale qu'ils essaient de combler en nous ponctionnant encore davantage. La politique politicienne, ce sont les erreurs qui peuplent les cerveaux. Tout compte fait, les politiciens vivent des défauts et préjugés qu'ils cultivent ; ils ne peuvent rien faire pour la libération de l'homme. D'ailleurs, ils ne la désirent pas, ce serait la fin de la poule aux œufs d'or. La question d'intérêts prime sur le reste ; quand on occupe une place avantageuse, on n'a pas intérêt à la réduire à néant. La politique en un mot, est un vulgaire métier qui, comme beaucoup, est soumis aux nécessités de l'heure présente.

Les politiciens feront des lois, même démagogiques, mais, jamais, ils ne feront qu'un être, de sa naissance à sa mort, vive pleinement sa vie. Jamais ils ne rechercheront l'égalité économique et sociale, ce serait faire du tort à ceux pour lesquels ils travaillent : les capitalistes. Des progrès se sont réalisés mais ils n'ont jamais à l'origine ou très rarement un politicien. Le rôle des politiciens est-il utile ? A notre avis, non ; il est même nuisible.

Les anarchistes sont amenés à rejeter toute autorité (l'Etat et ses tentacules), toutes formes de gouvernement, toutes emprises sur l'individu.

Les capitalistes font travailler les autres à leur profit. Ces riches, pour commander ont-ils des qualités spéciales ? Ne le croyez pas. Ils ont parfois davantage d'éducation,

n'ayant eu la peine que de la recevoir. D'autres, sans éthique, ont spéculé et fait fructifier l'argent de leurs parents. L'autorité est aux mains des riches ; l'Etat protège leurs intérêts et mâte le peuple s'il se rebelle. Toujours le pouvoir a été entre les pattes des coquins.

Qu'un homme ait du talent, du génie … qu'il soit doué d'aptitudes, de connaissances… cela lui confère le droit de conseiller, grâce à sa compétence, mais non de donner des ordres impératifs. De plein droit, l'homme est libre. Nul ne devrait pouvoir l'enchaîner. L'obéissance n'est jamais librement consentie, on la subit par crainte, par habitude.

Les coquins, ce sont : les bourgeois repus, qui font crever de fatigue les travailleuses et les travailleurs, pour vivre oisifs dans l'abondance et le luxe ; ce sont les vendeurs d'armement et leurs alliés, les patriotes et les chauvins.

Ce sont les politiciens ambitieux qui trompent les électeurs naïfs ; les religieux qui abrutissent les esprits ; les mercantis qui spéculent sur la hausse des denrées et touchent les grosses subventions de l'Europe (PAC) ; tous les malfaisants pressés de s'enrichir.

Actuellement, il n'y a qu'une seule différence entre les partis dits de droite ou de gauche :

Pour ceux-là, obéissance naît d'autorité.

Pour ceux-ci, autorité naît d'obéissance.

Autocratie ou démocratie reviennent finalement au même : domination, duperie, coercition, maintien de l'injustice.

Ty Wi (GLJD)

Identité ouvrière contre les identitaires

On connaissait le Puy du Fou de l'inénarrable Philippe De Villiers mais nous méconnaissons les spectacles qui bénéficient des fonds du milliardaire Pierre-Edouard Stérin. Quand on dispose d'une manne financière importante c'est plus facile d'organiser des fêtes et des spectacles que quand on s'est fait rogné bon nombre de subventions dans le domaine de la culture par les collectivités et l'Etat. Profitant de la montée électorale de l'extrême-droite ainsi que de la montée du catholicisme tradi, certains ont investi « le spectacle historique » afin d'y relater leur vision fantasmée de l'Histoire. Les réactionnaires y voient l'occasion de remiser tout ce qui a trait à la lutte des classes pour y promouvoir la France réelle et éternelle…ce qui sent le rance, le Maurras et le maréchal Pétain…La France, fille aînée de l'église, ce qui ravit la cathosphère ; la France et ses bons seigneurs, ce qui ravit les royalistes ; et les thématiques chères aux révisionnistes qui récupèrent pêle-mêle la lutte contre le wokisme, le sionisme, l'islamisme radical et on en passe.

Ce qui se trame, c'est à terme l'exclusion dans le spectacle vivant de la Révolution française, les figures du mouvement ouvrier (Proudhon, Louise Michel, Jaurès…), la période collaborationniste et la Résistance…

En laissant faire, ce sont les identitaires qui vont donner le tempo dans des spectacles « populaires » avec cette France aux racines chrétiennes mais aussi aux relents fascistes…sous couvert de traditions, de patrimoine etc. On connaît le créneau identitaire : nationaliste blanc, néofasciste, raciste et anti-musulman.

Sons et Lumières. Qui n'a pas aimé ceux du château de Suscinio en Bretagne. Qui n'aime pas regarder la Fête des filets bleus à Concarneau depuis plus d'un siècle etc. Mais quand le label « Plus belle fête de France » dépend des fonds de Stérin par l'intermédiaire d'une association qu'il finance, l'enthousiasme du milieu associatif est refroidi. Ainsi sur la soixantaine de fêtes ayant ce label, déjà une dizaine de communes et associations ont décidé de se désengager, d'autres attendent la rentrée pour étudier la question avec leur conseil d'administration… Le milieu associatif n'aime pas être instrumentalisé. Pourtant la manne est intéressante d'autant qu'à côté d'avoir le logo de la marque, il y a une publicité faite sur les réseaux sociaux, une réduction des charges auprès de la Sacem etc. Pour les petites assos, c'est pain béni. Mais certaines ne veulent pas perdre leur âme sachant que Stérin œuvre pour la victoire électorale de la droite dure ou de l'extrême-droite.

Quand on connaît le poids de Bolloré dans les médias, on ne peut être qu'inquiets. Ce duo Bolloré et Stérin (et tant d'autres moins fortunés) se sont engagés dans la bataille culturelle et politique pour revisiter « le roman national » et appeler au réveil spirituel. Tout un programme. La Fraternité Saint Pie X n'est jamais bien loin de ce milieu chrétien qui n'apprécie guère que 30% des prêtres sont aujourd'hui d'origine africaine. C'est dire la crise de vocation dans l'église, cette dernière ayant vu son crédit s'amenuiser au fur et à mesure des scandales de pédophilie la touchant. Les identitaires et les intégristes comptent très certainement vouloir reconquérir l'espace sacerdotal afin d'y redire la messe en latin et d'organiser des conférences de prêtres tradi.

Puisqu'à Sées, en Basse-Normandie, existe un institut

religieux, base arrière de l'extrême-droite qui produit un spectacle dans l'esprit chouan, les anarchistes du Havre vont revenir sur l'évêché de Sées dans l'entre-deux guerres où nos compagnons de Brest ont eu maille à partir avec l'évêque de l'époque pour avoir dénoncé un curé pédophile ; ça aussi c'est de l'histoire mais on n'en fera pas un spectacle. On n'ajoutera pas l'odieux à l'odieux.

Si on ne peut que dénoncer l'ingérence de milliardaires dans la guerre culturelle qu'ils mènent en finançant diverses initiatives et spectacles, on peut par contre prendre en ration toute collectivité qui subventionnerait avec de l'argent public de telles initiatives comme c'est le cas par exemple dans le département de l'Allier et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

A défaut d'une France réelle mythique ancienne pour mieux y développer une idéologie fascisante d'aujourd'hui, nous devons contrer ces guides spirituels en montant d'autres spectacles vivants où les travailleurs seraient mis à l'honneur ; retrouver les héros de la geste ouvrière : la Commune etc. Sans compter les personnages locaux (Jules Durand au Havre)…Un retour à la littérature prolétarienne, des pièces de théâtre relatant des martyrs de la classe ouvrière, des spectacles en plus d'une filmographie ouvrière à consolider et faire connaître.

Nous pouvons aussi déconstruire cette culture identitaire à deux balles. Ce ne devrait pas être bien compliqué sur le plan intellectuel.

Patoche (GLJD)

Durruti parle

Le 4 novembre 1936, l'attente était grande pour le discours inattendu de Durruti à la radio CNT-FAI, diffusé dans toute l'Espagne par les radios barcelonaises. Le même jour, la presse rapportait l'arrivée au pouvoir de quatre anarchistes du gouvernement madrilène : Federica Montseny, Juan García Oliver, Juan López et Joan Peiró. La colonne Durruti avait échoué à prendre Saragosse. La difficulté de se procurer des armes était le principal défi du front. Durruti avait recouru à tous les moyens à sa disposition pour s'en procurer. Il avait même envoyé un détachement de miliciens en expédition punitive contre Sabadell début septembre afin de contraindre le gouvernement à remettre les armes stockées en prévision de la formation d'une colonne de Sabadell, qui n'avait jamais vu le jour. De plus, le 24 octobre, la Generalitat avait approuvé le Décret sur la militarisation des milices, qui mettait en vigueur l'ancien Code de justice militaire à partir du 1er novembre. Amis et ennemis attendaient avec impatience ce que dirait Durruti.

Avant même le discours, les gens se rassemblaient autour des haut-parleurs installés dans les arbres le long des Ramblas, qui diffusaient habituellement des chants, de la musique et des informations révolutionnaires. Partout à Barcelone où il y avait une station de radio, les gens attendaient avec impatience que le présentateur annonce : « Durruti parle. »

Le décret de militarisation avait été vivement débattu au sein de la Colonne Durruti, qui avait décidé de ne pas l'accepter, car il ne pouvait améliorer les conditions de combat des miliciens volontaires du 19 juillet ni résoudre le manque chronique d'armes. Durruti signa, au nom du Comité de Guerre, une lettre rejetant la militarisation, adressée au « Conseil » de la Généralité, datée significativement sur le Front d'Osera de ce même 1er novembre, date du rétablissement du Code militaire monarchique, tant honni. La Colonne niait la nécessité de la discipline de caserne, l'opposant à la supériorité de la discipline révolutionnaire : « Miliciens oui ; soldats jamais. »

En tant que délégué de la Colonne, Durruti souhaitait se faire l'écho de l'indignation et des protestations des miliciens du front d'Aragon face à la politique clairement contre-révolutionnaire qui se déroulait à l'arrière-garde. À 21 h 30, son discours commença à être diffusé à la radio :

« Travailleurs de Catalogne, je m'adresse au peuple catalan, à ce peuple généreux qui, il y a quatre mois, a réussi à briser la barrière des militaires qui cherchaient à le soumettre sous ses bottes. Je vous transmets les saluta-

tions des frères et camarades qui combattent sur le front d'Aragon, à quelques kilomètres de Saragosse, et qui contemplent les tours de Pilarica.

Malgré la menace qui pèse sur Madrid, nous devons nous rappeler qu'un peuple est debout, et que rien au monde ne le forcera à reculer. Nous résisterons sur le front aragonais, face aux hordes fascistes aragonaises, et nous nous adressons à nos frères madrilènes pour leur dire de résister, car les miliciens catalans sauront accomplir leur devoir, comme ils sont descendus dans les rues de Barcelone pour écraser le fascisme. Les organisations ouvrières ne doivent pas oublier quel est le devoir impératif du moment présent. Sur le front, comme dans les tranchées, une seule pensée, un seul objectif. Nous regardons fixement, nous regardons devant nous, avec pour seul objectif d'écraser le fascisme.

Nous demandons au peuple catalan de mettre fin aux intrigues et aux luttes intestines, de se montrer à la hauteur, de laisser de côté les querelles et la politique et de se concentrer sur la guerre. Le peuple catalan a le devoir de répondre aux efforts de ceux qui combattent en première ligne. Il n'aura d'autre choix que de mobiliser tout le monde ; et il ne doit pas croire que ce sont toujours les mêmes qui doivent être mobilisés. Si les travailleurs catalans doivent assumer la responsabilité d'être en première ligne, le moment est venu d'exiger du peuple catalan le sacrifice de ceux qui vivent également dans les villes. Une mobilisation efficace de tous les travailleurs de l'arrière-garde est nécessaire, car ceux d'entre nous qui sont déjà en première ligne veulent savoir sur quels hommes nous pouvons compter derrière nous.

Je m'adresse aux organisations et leur demande de cesser les querelles et les tergiversations. Nous, au front, demandons de la sincérité, notamment à la Confédération nationale du travail et à la FAI. Nous demandons aux dirigeants d'être sincères. Il ne suffit pas d'envoyer des lettres d'encouragement au front, ni de nous envoyer des vêtements, de la nourriture, des cartouches et des fusils. Il est également nécessaire d'être conscients des circonstances, d'anticiper l'avenir. Cette guerre présente tous les facteurs aggravants d'une guerre moderne et coûte cher à la Catalogne. Les dirigeants doivent comprendre que si cette guerre s'éternise, ils doivent commencer par organiser l'économie catalane ; ils doivent établir un code économique. Je ne suis pas disposé à écrire davantage de lettres pour que des camarades ou le fils d'un milicien puissent manger un morceau de pain ou un verre de lait de plus, alors que des conseillers municipaux ne paient pas d'impôt sur la nourriture ou les dépenses. Nous nous adressons à la CNT-FAI pour leur dire que si, en tant qu'organisation, ils contrôlent l'économie catalane, ils doivent l'organiser correctement. Et que personne ne pense désormais aux augmentations de salaires et aux réductions du temps de travail. Le devoir de tous les travailleurs, et en particulier de ceux de la CNT, est de faire des sacrifices, de travailler quoi qu'il arrive.

S'il est vrai que nous combattons pour quelque chose de plus élevé, les miliciens qui rougissent en voyant ces souscriptions en leur faveur dans la presse, ces tracts implorant de l'aide pour eux-mêmes, vous le prouveront. Les avions fascistes, lors de leurs passages, larguent des journaux où l'on peut lire des listes de souscriptions pour ceux qui combattent, ni plus ni moins que vous. C'est pourquoi nous devons vous dire que nous ne sommes pas des mendiants et que, par conséquent, nous n'acceptons la charité en aucune circonstance. Le fascisme représente et est, bien sûr, l'inégalité sociale. Si vous ne voulez pas que ceux d'entre nous qui combattent vous prennent, vous, ceux de l'arrière-garde, pour nos ennemis, faites votre devoir. La guerre que nous menons actuellement sert à écraser l'ennemi du front, mais est-ce le seul ? Non. L'ennemi, ce sont aussi ceux qui s'opposent aux conquêtes révolutionnaires et qui sont parmi nous, et que nous écraserons également.

Si vous voulez endiguer le danger, vous devez former un bloc de granit. La politique est l'art de trébucher, l'art de vivre, et celui-ci doit être supplanté par l'art du travail. Le temps est venu d'inviter les syndicats et les partis politiques à mettre un terme à cela une fois pour toutes. À l'arrière-garde, vous devez savoir gérer. Ceux d'entre nous qui sont en première ligne veulent des responsabilités et des garanties, et nous exigeons que les organisations prennent soin de nos femmes et de nos enfants.

Si cette militarisation décrétée par la Généralité vise à nous effrayer et à nous imposer une discipline de fer, ils ont commis une erreur. Vous vous trompez, Conseillers, avec le décret militarisant les milices. Puisque vous parlez de discipline de fer, je vous dis de venir avec moi au front. Nous voilà, nous qui n'acceptons aucune discipline, car nous accomplissons consciencieusement notre devoir. Et vous verrez notre ordre et notre organisation. Ensuite, nous viendrons à Barcelone et vous interrogerons sur votre discipline, votre ordre et votre contrôle, qui vous font défaut.

Restez calmes. Il n'y a ni chaos ni indiscipline sur le front. Nous sommes tous responsables et nous connaissons le trésor que vous nous avez confié. Dormez tranquilles. Mais nous avons quitté la Catalogne en vous confiant l'économie. Prenez vos responsabilités, soyez disciplinés. Ne provoquons pas, par notre incompétence, une nouvelle guerre civile entre nous après celle-ci.

Si chacun pense que son parti est plus puissant pour imposer sa politique, il se trompe, car contre la tyrannie fasciste, il ne faut opposer qu'une seule force, il ne faut qu'une seule organisation, avec une seule discipline.

Pour rien au monde, ces tyrans fascistes ne passeront là où nous sommes. Tel est le slogan du front. Nous leur disons : « Vous ne passerez pas ! » Et c'est à vous de crier : « Vous ne passerez pas ! »

Quelques heures après avoir écouté Durruti, ses propos étaient encore débattus avec son énergie et son courage habituels. Ses paroles résonnaient avec force et émotion dans la nuit barcelonaise, incarnant la pensée authentique de la classe ouvrière. C'était un avertissement qui rappelait aux travailleurs leur statut de militants révolutionnaires. Durruti ne reconnaissait pas de divinité chez les autres, ni la classe ouvrière en lui-même. Il partait du principe que les miliciens qui affrontaient le fascisme sur les champs de bataille n'étaient pas disposés à laisser quiconque dissimuler leur contenu révolutionnaire et émancipateur : ils ne combattaient pas pour la République ou la démocratie bourgeoise, mais pour le triomphe de la révolution sociale et l'émancipation du prolétariat.

Il n'y avait pas une seule phrase démagogique ou rhétorique dans tout le discours. C'étaient des fustigations pour ceux d'en haut comme pour ceux d'en bas. Pour les ouvriers et les dirigeants de la CNT, retranchés à des centaines de postes à responsabilité, pour les citoyens ordinaires, pour les conseillers de la Généralité ou les tout nouveaux ministres anarchistes. Une diatribe contre les ramifications bureaucratiques de la situation révolutionnaire créée le 19 juillet, et une condamnation de la politique gouvernementale, avec ou sans complices à sa tête. À l'arrière-garde, le devoir était malheureusement confondu avec la charité, l'administration avec le commandement, la fonction avec la bureaucratie, la responsabilité avec la discipline, l'accord avec le décret, et l'exemple avec le commandement et le contrôle. Les menaces de « descendre à Barcelone » ravivèrent la terreur des représentants politiques bourgeois, bien qu'il fût déjà trop tard pour corriger l'erreur inexcusable et naïve de juillet, lorsque la révolution fut reportée « après la prise de Saragosse » en raison des lacunes théoriques et du manque de perspectives du mouvement libertaire. Mais le pouvoir n'est pas menacé en vain : ses paroles, adressées à ses frères de classe, avaient toute la valeur d'un testament révolutionnaire. Un testament, non une proclamation, car sa mort était annoncée, que la déification posthume transformait en énigme.

La conséquence immédiate du discours radiophonique fut la convocation par Companys d'une réunion extraordinaire de tous ses conseillers au Palais de la Generalitat le lendemain, 5 novembre, à 23 heures. Cette réunion fut élargie aux représentants de toutes les organisations politiques et syndicales. Elle devait aborder la résistance croissante au respect du décret militarisant les milices, ainsi que la dissolution des comités révolutionnaires et leur remplacement par des conseils du Front populaire. Durruti fut à la fois la cause et la cible du débat, bien que chacun évitait de mentionner son nom. Companys souligna la nécessité d'en finir avec « ceux qui ne sont pas contrôlés », qui, en dehors de toute organisation politique ou syndicale, « défont tout et nous compromettent tous ». Comorera (PSUC) déclara que l'UGT expulserait de ses rangs ceux qui ne respecteraient pas les décrets et invita les autres organisations à faire de même. Français Marianet, secrétaire de la CNT, après s'être vanté du sacrifice démontré par les anarchistes en renonçant à leurs propres principes idéologiques, s'est plaint du manque de tact dans l'application immédiate du Code de justice militaire, et a affirmé qu'après le décret de dissolution des comités, et grâce aux efforts de la CNT, il y aurait de moins en moins d'individus incontrôlés, et qu'il ne s'agissait pas tant de groupes à expulser que de résistances à vaincre, sans provoquer de rébellions, et d'individus à convaincre. Nin (POUM), Herrera (FAI) et Fábregas (CNT) ont salué les efforts déployés par toutes les organisations pour normaliser la situation après le 19 juillet et renforcer le pouvoir de l'actuel Conseil de la Generalitat. Nin a arbitré le conflit entre Sandino, le ministre de la Défense, et Marianet sur les causes de la résistance au décret de militarisation, affirmant que « sur le fond, tout le monde était d'accord » et qu'il existait une certaine crainte parmi les masses de « perdre ce qu'elles avaient acquis », mais que « la classe ouvrière s'accordait à former une véritable armée ». Nin voyait la solution au conflit actuel dans la création d'un commissariat à la guerre où toutes les organisations politiques et syndicales seraient représentées. Comorera, beaucoup plus intransigeant que Companys et Tarradellas, affirmait que le problème fondamental résidait dans le manque d'autorité de la Généralité : « des groupes incontrôlés continuent à faire ce qu'ils veulent », non seulement en matière de militarisation et de direction de la guerre ou de commandement exclusif, mais aussi concernant la dissolution des comités et la formation des conseils municipaux, ou ce qui affectait la collecte des armes à l'arrière-garde, ou la mobilisation, dont il prédisait l'échec. Un manque d'autorité que Comorera étendait même aux collectivisations. « qui continuent d'être menées à leur guise, sans obéir au décret qui les régit . » Companys accepta la possibilité de modifier le Code militaire et de créer un Commissariat à la guerre. Comorera et Andreu (ERC) insistèrent sur la nécessité de respecter et d'appliquer les décrets. La réunion se conclut par un appel unanime au peuple catalan à se conformer scrupuleusement à tous les décrets de la Generalitat, et par l'engagement de toutes les organisations à déclarer publiquement leur soutien à toutes les décisions gouvernementales. Personne ne s'opposa à la militarisation : le problème pour les politiciens et les bureaucrates était simplement de se faire obéir.

Le 6 novembre, le Conseil des ministres de la République décida, à l'unanimité, incluant les voix des quatre

ministres anarchistes, de retirer le gouvernement d'un Madrid assiégé par les troupes fascistes. Le mépris de la Fédération locale de la CNT de Madrid se reflétait dans un magnifique manifeste public qui déclarait : « Madrid, sans ministres, sera le tombeau du fascisme. En avant, miliciens ! Vive Madrid sans gouvernement ! Vive la Révolution sociale ! »
Le 9 novembre, une séance plénière des représentants locaux et régionaux de l'Assemblée régionale de Catalogne a décidé d'ordonner à Durruti de rejoindre immédiatement le Front de Madrid. Les comités régionaux catalans de la CNT et de la FAI ont été chargés de lui communiquer cet ordre le jour même.
Le 15, une partie de la colonne Durruti combattait déjà à Madrid, sous le commandement d'un Durruti qui avait résisté par tous les moyens à quitter l'Aragon et qui n'avait jamais accepté les arguments de Marianet et de Federica.

Le 19 novembre, une balle perdue, ou pas, le blessa sur le front de Madrid, où il mourut le lendemain. Le dimanche 22 novembre, à Barcelone, un cortège funèbre nombreux, interminable, chaotique et désorganisé avançait lentement, tandis que deux fanfares qui ne pouvaient jouer à l'unisson contribuaient à accroître la confusion. La cavalerie et les troupes motorisées qui devaient précéder le cortège furent bloquées par la foule. Les voitures transportant les couronnes firent marche arrière. L'escorte de cavalerie tenta d'avancer individuellement. Les musiciens qui s'étaient dispersés tentèrent de se regrouper au sein d'une masse confuse portant des banderoles antifascistes et agitant des drapeaux rouges, rouges et noirs et des drapeaux à quatre barres. Le cortège était mené par de nombreux politiciens et bureaucrates, bien que l'événement public fût dominé par Companys, président de la Generalitat ; Antonov-Ovseenko, consul soviétique, et Juan García Oliver, ministre anarchiste de la Justice de la République, prirent la parole devant le monument à Christophe Colomb pour faire étalage de leurs talents d'orateur devant la foule. García Oliver anticipait les mêmes arguments d'amitié sincère et de fraternité entre antifascistes qu'il utiliserait en mai 1937 pour contribuer à briser les barricades de l'insurrection ouvrière contre le stalinisme. Le consul soviétique commença la manipulation idéologique de Durruti en faisant de lui un champion de la discipline militaire et du commandement unique. Companys joua avec l'insulte la plus vile en déclarant que Durruti « était mort par derrière comme meurent les lâches… ou comme meurent ceux qui sont tués par des lâches ». Tous trois s'accordèrent à louer avant tout l'unité antifasciste. Le catafalque de Durruti était déjà une tribune pour la contre-révolution. Trois orateurs, éminents représentants du gouvernement bourgeois, du stalinisme et de la bureaucratie de la CNT, rivalisèrent pour la popularité de ce héros autrefois dangereux, incontrôlé, aujourd'hui embaumé. Lorsque le cercueil, huit heures après le début du spectacle, désormais sans le cortège officiel, mais toujours accompagné d'une foule curieuse, arriva au cimetière de Montjuïc, il ne put être enterré que le lendemain car des centaines de couronnes obstruaient le passage, le trou était trop petit et des pluies torrentielles empêchaient de l'agrandir.

On ne saura peut-être jamais comment Durruti est mort, car il existe sept ou huit versions différentes et contradictoires ; mais il est plus intéressant de se demander pourquoi il est mort quinze jours après avoir déclaré à la radio, avec défi : « Je vais à Barcelone. » Le discours radiophonique de Durruti fut perçu comme une menace dangereuse, qui trouva une réponse immédiate lors de la réunion extraordinaire du Conseil de la Généralité, et surtout dans la brutalité de l'intervention de Comorera, à peine atténuée par les membres de la CNT et du POUM, qui finirent par jurer de respecter et de faire appliquer tous les décrets. L'unité antifasciste sacrée entre bureaucrates syndicaux, staliniens et politiciens bourgeois ne pouvait tolérer des individus incontrôlés de l'envergure de Durruti : c'est pourquoi sa mort était urgente et nécessaire. En s'opposant à la militarisation des milices, Durruti incarnait l'opposition révolutionnaire et la résistance à la dissolution des comités, à la direction de la guerre par la bourgeoisie et au contrôle étatique des entreprises expropriées en juillet. Durruti mourut parce qu'il était devenu un obstacle dangereux à la contre-révolution en cours.

Et c'est précisément pour cette raison que Durruti a dû être tué à deux reprises. Un an plus tard, le jour anniversaire de sa mort, la toute-puissante machine de propagande du gouvernement stalinien Negrín a travaillé à plein régime pour lui attribuer la paternité d'un slogan, inventé à l'origine par Ilya Ehrenbourg et ensuite soutenu par la bureaucratie des plus hauts comités de la CNT-FAI, lui faisant dire le contraire de ce qu'il avait toujours dit et cru : « Nous renonçons à tout, sauf à la victoire . » Autrement dit, Durruti a renoncé à la révolution. Nous ne disposons même pas d'une version complète et fiable de son discours, diffusé le 4 novembre 1936, car la presse anarchiste de l'époque l'a édulcoré et censuré de son vivant.

Une fois mort, Durruti pouvait devenir un dieu et accéder aux autels en tant que Héros du Peuple. Il fut même promu lieutenant-colonel dans l'Armée du Peuple.

Agustín Guillamón

Soutien à la militante féministe marocaine « Betty »

Il y en a marre des bigoteries et des bondieuseries des uns et des autres.

Au Maroc, la militante féministe Ibtissame Lachgar a été arrêtée pour blasphème. Sur une photo partagée sur les réseaux sociaux, elle apparaît avec un tee-shirt où est inscrit « Allah is lesbian », Allah est lesbienne. Ceci apparaît comme une offense à la religion islamique selon la loi…Quelle offense envers dieu, lui qui soi-disant pardonne tout !

Cette militante est donc de nouveau visée par la justice marocaine. Le parquet a annoncé, dimanche 10 août 2025, l'avoir placée en garde à vue. Le procureur du roi près le tribunal de première instance de Rabat a déclaré avoir ordonné l'ouverture d'une enquête et le placement en garde à vue de la militante « conformément à la loi ». On est loin de la laïcité. Cette militante est connue pour ses combats en faveur des libertés individuelles, des droits des femmes et des LGBTQ+. La photo était accompagnée d'un texte qualifiant l'islam, « comme toute idéologie religieuse », de « fasciste, phallocrate et misogyne ». Voilà qui nous amène à être d'accord avec Ibtissame Lachgar. Toutes les religions sont liberticides et divisent les gens.

Puis ce fut l'hallali, et le lynchage de cette féministe sur les réseaux sociaux. Vous savez ces réseaux où les lâches peuvent s'exprimer en toute impunité. Ibtissame Lachgar a le courage de ses opinions et tente de faire avancer la cause des femmes dans un pays musulman où le roi est aussi le gourou de la religion. Cette interpellation suscite l'inquiétude des défenseurs des droits humains dans le royaume. Ibtissame Lachgar affirmait suite à sa publication subir un cyberharcèlement comportant "des milliers de menaces de viol, de mort, d'appels au lynchage et à la lapidation". Cela s'appelle la mansuétude religieuse. Le code pénal marocain prévoit une peine de six mois à deux ans de prison et – ou – une amende de 20 000 à 200 000 dirhams (environ 2 000 à 20 000 euros) pour toute atteinte à la religion islamique, pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison si l'« outrage » est commis par un moyen public, y compris « électronique ».

Betty Lachgar est âgée de 50 ans ; c'est une psychologue de profession et c'est une figure du combat féministe marocain. En 2009, avec Zineb El Rhazoui, elle fonde le Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (Mali), un collectif de jeunes activistes qui défend la liberté de conscience, de culte et d'orientation sexuelle, la dépénalisation des relations sexuelles hors mariage et de l'avortement, ou encore l'instauration d'un État laïque au Maroc. De quoi inquiéter la royauté. Même si nous ne sommes pas étatistes, ses autres combats sont aussi les nôtres. Et elle affirme : « Si une loi est injuste, il est de mon devoir de militante d'y désobéir. Je suis une désobéissante, une scandaleuse ! ». Bravo !

Espérons que Betty ne croupisse pas en prison. Nous suivrons attentivement les suites « juridiques » données par le procureur du roi afin de ne pas laisser Betty, seule, face à ses bourreaux religieux.

Toujours du côté du Maroc

Toujours sur les réseaux sociaux marocains qui semblent devenir le défouloir des plus cons, les publications racistes, principalement négrophobes, prolifèrent ces dernières semaines. Des messages racistes qui visent les migrants originaires d'Afrique subsaharienne, avec une rhétorique bien connue en France, celle du « Grand remplacement ». Il semblerait que Renaud Camus et Eric Zemmour aient fait des petits au Maroc. Un vent mauvais souffle sur ce royaume comme un peu partout.

Les organisations de défense des droits humains soulignent la responsabilité de l'Union européenne, qui externalise la gestion de ses frontières à de nombreux pays africains sans s'inquiéter du sort réservé aux personnes migrantes. Ces discours de haine diffus sont le terreau de la violence physique, psychologique et institutionnelle contre les migrants. D'ailleurs des précédents de violences se sont déjà déroulés en Lybie, en Tunisie… contre les migrants subsahariens.

Gwenn (56) pour le libertaire

Jeunesse d'extrême-droite ou anarchiste

Notre intention est de rapprocher les idées et les pratiques de l'anarchisme, même de manière simple et concise, des jeunes et du reste de la population. En ces temps dystopiques, en ces temps difficiles où les événements grotesques, les aberrations quotidiennes et les excentricités d'ordre social, politique et éthique ne cessent de nous surprendre ; à une époque où les sondages officiels et délibérés nous indiquent que les jeunes se tournent vers l'extrême droite et l'autoritarisme ; il est très stimulant, passionnant et nécessaire de réfléchir à la manière dont l'anarchisme peut commencer à s'inscrire dans l'imaginaire, à devenir une référence pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain pour tous.

Le plus concret est d'expliquer l'anarchie, de dire quelles sont les caractéristiques historiques et les réponses que l'anarchisme a apportées et continue d'apporter aux enjeux politiques, économiques, sociaux et la de la vie quotidienne : démocratie directe/ démocratie représentative, État/ Gestion directe, élections/action directe… collectivisation, femmes libres, décroissance, migrations, effondrement, antimilitarisme, intelligence artificielle, etc. Cela ne doit pas être interprété comme la contribution d'un corps doctrinal et identitaire orthodoxe et monolithique face à l'acceptation et à la reconnaissance de la pluralité des anarchismes : collectiviste, communiste, mutualiste, primitiviste, individualiste, anarcho-féministe, anarcho-syndicaliste, etc.

A propos de la jeunesse d'aujourd'hui, comment comprendre l'évolution de celle-ci par rapport aux jeunesses précédentes, quelles grandes questions touchent ou pourraient définir la jeunesse aujourd'hui, dans le but d'explorer chacun sa personnalité. Quelle place tiennent les réseaux sociaux, les influenceurs, les youtubeurs etc.

Comment identifier les livres comme le meilleur outil pour faire face à la réalité numérique qui nous entoure ; l'espace social à occuper par les personnes âgées, dont nous devrions bénéficier de l'expérience ; questionner la capacité et l'intelligence du capitalisme (éco-fascisme) à continuer d'être « la meilleure et la seule solution »; et confirmer la réalité des Temps Sombres actuels capables de provoquer la fin de l'espèce humaine.

Les médias relayés par les réactionnaires de tous poils nous vendent l'idée que les jeunes ne participent pas à la vie sociale, manquent d'engagement et ne sont pas engagés politiquement… C'est un peu l'argumentaire des partisans du SNU en France. On nous dit que les jeunes sont xénophobes, racistes, sexistes, masculinistes et surtout, qu'ils vivent dans une orgie hédoniste, consumériste et acritique permanente, sans autre critère que leur individualisme et la recherche du plaisir immédiat, loin de tout engagement collectif ou solidaire. Une jeunesse dont le fonctionnement cognitif est altéré par l'éducation et le développement par le biais du numérique, des réseaux sociaux, des algorithmes manipulateurs et du pathos d'influenceurs crétins qui la poussent vers la désinformation la plus totale. Mais est-ce vraiment cette jeunesse que nous côtoyons au quotidien?

Il faut éviter de tomber dans le piège en parlant de la jeunesse comme d'un tout absolument homogène ; si nos schémas mentaux nous permettent de l'envisager dans une perspective plus large, en nous éloignant du cadre officiel, nous découvrons que les jeunes ont également été ceux qui ont le plus participé au travail bénévole quand il y a eu des inondations dans le Pas-de-Calais… mais aussi à Valence en octobre 2024 ; pendant de nombreux jours, lançant un appel clair, un signe évident de soutien mutuel, d'auto-organisation et de solidarité. De même, les jeunes ont participé massivement aux mobilisations sociales et étudiantes contre la guerre, le génocide du peuple palestinien, la vente d'armes à Israël et contre le réarmement militariste auquel le trumpisme et l'OTAN nous ont conduits. Les jeunes ont été les protagonistes spontanés de mouvements pour un logement décent et la lutte contre les expulsions, de la lutte féministe ou du mouvement des fiertés LGBTQI+, du mouvement écologiste, des mouvements sociaux répandus dans tout le pays, du mouvement pour la ruralisation des villes de plus en plus inhabitables (canicules, ghettos…) et du retour à la vie rurale (maraîchage, élevage…).

Ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui perçoivent, peut-être pour la première fois depuis plusieurs générations, leur avenir comme un net recul par rapport à celui de leurs parents. Une jeunesse qui cherche sa place dans un monde dont elle hérite de la dégradation des droits sociaux et du travail, d'une compétitivité extrême, d'un néolibéralisme féroce et, fondamentalement, d'une détérioration irréversible de notre relation à la vie sur la planète, dans un contexte de changement climatique, de raréfaction des ressources et de crise environnementale sans précédent pour notre espèce. Avec une menace nucléaire qui plane avec la Russie, la Corée du Nord…

La génération actuelle vit et continuera de vivre plus mal que ses parents, entre autres, à cause du modèle économique du capitalisme de dernière génération, négationniste, suprémaciste et orienté vers une croissance illimitée, capable d'opter pour la dégénérescence absolue du travail et des relations humaines en raison de l'ignorance de la déprédation à laquelle il soumet les ressources environnementales, ce qui nous conduira sans aucun doute, tôt ou tard, à un effondrement généralisé .

Dans cette situation d'effondrement, les vieilles recettes néolibérales ne leur serviront plus ; elles seront insuffisantes, car l'éco-fascisme qu'ils projettent, ultime visage du capitalisme, utilisera le pouvoir et la force sans aucune considération pour gérer de manière arbitraire et sectaire les rares ressources environnementales restantes. Quel rôle futur attend la majorité de la population ? Voilà la question primordiale à se poser.

Nous, adultes, ne pouvons donner de leçons à la jeunesse que nous accusons d'être démobilisée, de manquer de conscience sociale ou politique. Nous, adultes, n'avons qu'une compréhension vague, imprécise, accessoire et hors sujet du désastre et de la dégradation environnementale que nous subissons, et à laquelle nous ne pouvons qu'imaginer et apporter des réponses continuistes comme le capitalisme vert ou les campagnes de recyclage, sans pour autant proposer un changement de modèle social, économique ou environnemental. Nous, adultes, avons négligé de transmettre, avec suffisamment de conviction, la conscience de classe et l'esprit critique, la valeur de l'éducation, de la solidarité et du partage. Nous, adultes, avons assisté impassiblement à la hausse du coût du logement et à la perte des droits syndicaux, sociaux et du travail, acceptant que les jeunes soient embourbés dans une précarité professionnelle absolue qui les empêche d'atteindre la maturité nécessaire pour envisager de devenir indépendants de leur famille et de construire la leur sous toutes ses formes, ce qui se traduit également par des problèmes de santé mentale endémiques. Ceux d'entre nous qui, adultes, ont contribué à l'apathie actuelle par leur démobilisation ; celles d'entre nous qui restent ancrées dans le patriarcat et les graves conséquences de la violence qu'il entraîne pour les femmes…

Nous ne pouvons pas être fiers du monde que nous laissons laissé derrière nous, embourbé dans les guerres, la violence, les massacres, les exterminations, les génocides, les inégalités extrêmes, la pollution et un monde insoutenable pour la vie dans un avenir proche notamment avec le dérèglement climatique.

Penser « l'effondrement » est l'occasion de réfléchir au présent et, surtout, à l'avenir, et de proposer des propositions et des modèles libertaires qui le construisent comme une alternative à celui que nous connaissons. Si le débat sur l'effondrement, ses causes et ses conséquences (le modèle économique capitaliste qui le provoque, les crises liées à l'épuisement des ressources énergétiques et environnementales, le changement climatique, etc.) ne relève actuellement que de la fiction littéraire ou cinématographique, la réalité déterminera sans aucun doute s'il commence à s'intégrer de manière critique et imminente au débat politique et social, et si nous sommes capables d'apporter des réponses éco-sociales garantissant l'égalité et l'avenir de l'humanité, dans une société plus rurale, décroissante, moins complexe, plus communautaire, toujours sous notre contrôle humain, avec des pratiques de démocratie directe et d'entraide, contrairement aux propositions éco-fascistes que les dirigeants déploieront dès que nécessaire.

Les dystopies sont désormais monnaie courante. Nous les vivons presque naturellement. Elles ont cessé de nous surprendre. Elles ne sont plus fiction. Elles se sont installées dans notre imaginaire comme une réalité : nous assistons impassiblement au génocide du peuple palestinien retransmis en direct à la télévision ; nous assistons aux massacres au Soudan sans broncher…Donald Trump inaugure une prison entourée de crocodiles ; un génocidaire veut nommer un président autoritaire pour le prix Nobel de la paix ; des milliers de migrants sont pourchassés en vue d'être expulsés ; la guerre capricieuse des tarifs douaniers met la qualité de vie des populations au service des intérêts fallacieux des multinationales et des magnats.

Si tels sont les voeux de la jeunesse, nous aurons du mal à avancer. N'attendons pas un effondrement pour développer de nouvelles formes d'existence, de nouvelles formes d'auto-organisation sociale. Vivons dès maintenant des utopies. Que la jeunesse et les plus âgés optent pour l'entraide et s'allient pour aller vers une société d'égalité économique et sociale dans la liberté.

Sociabilité anarchiste

Est-ce si compliqué d'aller bien ou du moins mieux. Ce que l'on sait c'est que s'occuper des autres dans le cadre de son métier salarié peut être épuisant et douloureux : milieu hospitalier, milieu médico-social, l'enseignement…Que de Burn out et de souffrances. Combien de personnes se perdent dans le soin aux autres. Sans compter le théorème de David Graeber : « Plus on exerce un métier d'utilité sociale, moins on est rémunéré ». Souvent ces métiers sont même dépréciés et pointés du doigt vis-à-vis de l'opinion publique. Et ce sont les politiciens et les gouvernements qui favorisent cette dépréciation pour moins payer ces travailleurs.

Par contre si l'on prend soin de soi et des autres en se sentant utile, en dehors du salariat, cela peut nous aider à vivre mieux. Et si l'on arrive à travailler moins pour vivre mieux comme le disait la CNT sur de vieilles affiches maintenant, c'est encore mieux. Et selon le chercheur en neurosciences Jaak Panksepp, prendre soin des autres fait partie des besoins primaires des mammifères

humains. Nous pourrions ajouter que l'entraide est un facteur d'évolution selon Kropotkine. Donc prendre soin des autres et s'entraider peut nous aider à aller mieux.

Et peut-être que lutter peut nous faire sentir mieux, davantage fiers, loin de la servitude volontaire. Et comme le dit un copain métallo du Groupe libertaire Jules Durand (GLJD), en attendant le Grand Soir, les petits soirs entre potes, c'est pas désagréable et faute de mieux ça entretient la sociabilité anarchiste. Lors de discussions où l'on refait le monde, ces dernières nous amènent à repenser nos rapports au monde, aux autres et finalement à nous-mêmes. Ce qui n'est pas si mal. Donc on en arrive à échanger sur la bonne bouffe. Pas de produits ultra-transformés, des légumes Bio ou du producteur local et du bon vin. Parfois les compagnons se heurtent au problème financier car bien manger coûte plus cher que mal manger. D'autres se heurtent au problème de temps ; quand on bosse on n'a pas forcément le temps de faire son marché ou d'aller à la ferme du coin. Mais bon, on est d'accord sur le fait de surveiller ce qu'on mange. Ou comme le dirait avec humour le fils d'un copain : « il faut varier les poisons ».

Ce qui fait sens commun entre nous, c'est l'anticapitalisme bien sûr mais aussi le sens de l'empathie. Toutes les injustices nous touchent, à des degrés divers, certes, mais nous ne rendent pas insensibles. On ne se moque pas du sort des autres même si parfois on se dit que les gens donnent le bâton pour se faire battre ou offrent des verges pour se faire fouetter. Cette fameuse servitude volontaire où ceux qui sont dominés ne peuvent pas s'empêcher d'être serviles. C'est aussi le rôle du militant de dénoncer ces travers et de proposer une alternative : autonomie ou servitude ?

La difficulté, c'est de trouver le juste équilibre entre le fait de prendre soin de soi, ce qui pourrait s'apparenter à de l'égoïsme mais ne l'est pas, et prendre soin des autres en tant qu'altruiste, ce qui nous fait aussi du bien. Ce fameux équilibre proudhonien qui peut changer à chaque fois qu'un déséquilibre se produit. Pour nous, il n'y a pas de priorité dans les luttes qui ont toutes leur raison d'exister : lutte contre le patriarcat, pour l'écologie sociale et libertaire, lutte pour les sans-papiers, les travailleurs exploités, les handicapés, le vivant dont les animaux etc. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est la lutte contre toutes les dominations, injustices et le but demeure une société d'égalité économique et sociale dans la liberté.

Les militants sont pressés et veulent tout, tout de suite, mais la vie ne suit pas la trajectoire des desiderata militants. Certains plus philosophes disent qu'il faut prendre son temps, que chaque individu doit faire sa révolution personnelle, s'améliorer, s'instruire davantage et font l'apologie de la lenteur, de la progression. D'autres se référant à Elisée Reclus pensent qu'il y a une linéarité qui peut être brusquée par des soubresauts, un peu comme dans la nature, et c'est à ce moment qu'il faut donner toutes ses forces pour que le changement aille le plus loin possible. Evolution Révolution.

Esprit critique, résistance aux diktats de la consommation, de la virilité, du quand dira-t-on…voilà aussi une ligne de conduite qui nous séduit car ces objectifs peuvent être appliqués sans que cela nécessite beaucoup d'efforts ni pertes financières.

Nous relatons régulièrement dans notre journal des alternatives qui se mettent en place ici et là. Aujourd'hui, c'est à certains habitants de Douarnenez que nous voulons rendre hommage. Il existe un squat aux Roches blanches qui fonctionne de manière libertaire avec une cinquantaine de personnes depuis une dizaine d'années dans d'anciens locaux de la Ligue de l'Enseignement. Leur sort sera fixé en septembre car les locaux qu'elles ont occupés en évitant les dégradations et en les entretenant vont être mis en vente. Nous en reparlerons ultérieurement.

Toujours à Douarnenez, durant l'été, il existe « Du marché à l'assiette » qui propose une fois par semaine des produits Bio et des repas festifs, à prix libre, pour sensibiliser et permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité. Comme dans certaines villes pour les comédiens qui sont payés au chapeau, ici en échange de produits, chacun met ce qu'il veut dans la boîte. Personne ne contrôle, c'est la confiance qui règne. Qu'est-ce que ce « Du marché à l'assiette » ? L'idée est originale: de bons produits bio sont proposés, issus de producteurs locaux, accessibles à tous, quelle que soit la somme que chacun veut ou peut déposer. Et puis après le marché vient un repas partagé, à prix libre également, et cuisiné sur place par les volontaires. Qualité et convivialité sont les maîtres mots de ce marché alternatif. Voilà qui fait du bien en partageant.

Goulag (GLJD) et Gwenn (56)

Forges d'Hennebont

la première grande grève syndicale victorieuse en Bretagne après 42 jours de conflit en 1903.

Description des Forges d'Hennebont

« C'est dans le fond du Morbihan au bord de l'Océan, tout près du petit port d'Hennebont vers l'embouchure d'un cours d'eau appelé Blavet, que la Société des Cirages français, vers 1860, installa ses forges et laminoirs pour la fabrication spéciale des tôles et fers-blancs.

Pendant les premières années, la production des forges était d'environ 750 kilogrammes par année ; en 1885 elle atteignait 10 millions de kg, et actuellement elle dépasse 12 millions ; toutes les matières premières nécessaires à l'usine viennent par navires dans cette localité. Débarquées dans le port, elles sont déchargées dans des chalands qui remontent le Blavet, et sont remorquées soit par la vapeur soit par des chevaux, jusqu'aux quais de l'usine. Les principales matières premières employées sont : la houille, qui vient directement d'Angleterre, et dont il est consommé de 70 à 80 tonnes en moyenne par jour; les fontes, les ferrailles, le carbonate de chaux, la magnésie, le kaolin, destinés à la fabrication de l'acier; enfin, le zinc, la graisse et les acides devant servir à la fabrication du fer-blanc.

L'usine occupe environ 700 ouvriers et ouvrières. La force motrice dont elle fait usage est d'environ 1000 chevaux dont le quart, est fourni par une turbine qu'alimente le Blavet, et le reste par différentes machines à vapeur.

Le travail de l'usine peut être classé en cinq parties principales : 1° La transformation des fontes et ferrailles en lingots d'acier ; 2° La transformation des lingots d'acier en tôles minces; 3° La préparation des tôles pour le fer-blanc; 4° La fabrication du fer-blanc ; 5° Enfin la décoration et l'impression du fer-blanc. »

Les forges de Lochrist, situées un peu en amont des forges d'Hennebont, occupent environ 200 ouvriers, laminent aussi le fer et servent à la préparation du fer-blanc.

En 1890, la Société générale des cirages français est dirigée par quatre membres délégués du conseil d'administration : MM. Eugène Berthoud et Auguste Jacquot, à Paris, M Jean Berthoud, à Lyon, et M. Jules Trottier, à Hennebont.

En réalité, ce sont Émile et Henri Trottier, ingénieurs des Arts et Métiers d'Angers, qui sont à l'origine des Forges d'Hennebont. Ils envisagent dès 1860 la création, sur la commune d'Inzinzac-Lochrist, sur la rive droite du canal du Blavet, d'une usine métallurgique. Elle appartiendra successivement aux frères Trottier (de 1860 à 1880) puis à la Compagnie des Cirages Français (de 1880 à 1937).

Le fait de se faire absorber en 1880 par la puissante Compagnie des Cirages Français, aux activités industrielles et commerciales plus diversifiées (production de cirages, produits ménagers, encres…) les Forges d'Hennebont se voient dotées de « Fours Martin » pour la production d'acier, accélérant et intensifiant ainsi leur production.

Au moment où la grève de 1903 débute, 1800 travailleurs sont payés, maigrement, pour produire tôle, fer-blanc, fer-noir, fonte et tuyaux en bois et coaltar dans des conditions de travail très difficiles où les accidents du travail sont monnaie courante.

Nous constatons que le site des Forges n'a pas été choisi au hasard. Contrairement à ce qu'affirmera plus tard le directeur Jules Egré, en poste lors de la grève de 1903, les Forges d'Hennebont regorgent d'atouts. Le Blavet permet à la fois le transport fluvial par chalands et fournit une énergie hydraulique peu onéreuse grâce aux deux barrages du « Goret » et du « Grand Barrage ». Hennebont est facilement relié à Lorient, la ville aux cinq ports. Le bois et le charbon de bois sont fournis en abondance par les forêts alentours. Et depuis l'installation de la première conserverie à Douarnenez en 1853 qui en appellera d'autres sur la côte bretonne, la demande de fer-blanc explose. Tant qu'à la main d'œuvre, nul besoin de dire qu'elle est nombreuse et surtout bon marché comparativement à celle des villes de régions plus favorisées économiquement que la Bretagne, terre de chômage et d'émigration.

Début août 1903, en pleine grève des métallurgistes, le Journal Le Petit parisien décrit la situation des Forges d'Hennebont et le cynisme de la direction des Cirages français quant à la main d'œuvre employée dans son usine, uniquement pour son bas coût: « Quoique dénommées couramment forges d'Hennebont, empruntant ainsi le nom du centre qui leur est le plus voisin, les usines sont situées sur la rive droite du Blavet, à dix kilomètres de son embouchure et s'étendent au pied d'une colline escarpée sur plus d'un kilomètre de longueur, dans le territoire de la commune d'Inzinzac, sections de Lochrist et Kerglaw. Contrairement à ce qui existe presque toujours pour ce genre d'industrie, le pays ne fournit aucune matière première à Hennebont. La fonte qui est traitée dans ses hauts-fourneaux vient de Suède et de Longwy (Meurthe-et Moselle);les ferrailles, d'un peu partout, mais particulièrement des ports de la Manche. Les charbons destinés à la fusion, sont tirés des ports du pays de

Galles, en Angleterre, et de toute évidence, la Société n'est venue, en fondant son usine de Lochrist, que chercher, ainsi qu'elle l'indique elle-même, la main d'œuvre à bon marché, ajoutant aussitôt ce propos redoutable de conséquences :«(Si) Je suis obligée de payer au taux de nos établissements centraux ; nous n'avons plus rien à faire en Bretagne et nous fermerons l'usine, puisque les premiers sont de beaucoup plus avantagés, au point de vue géographique, tant pour les approvisionnements de matières brutes que pour les écoulements de matières traitées. »

La spécialité des usines des Cirages français est la fabrication du fer en feuilles, appelé fer blanc, et qui sert à nombre d'usages, notamment à confectionner les boîtes pour les conserves de poissons, sur nos côtes de l'Océan. »

La main d'œuvre bretonne n'est intéressante donc que pour son coût minime. Dans l'article susmentionné, la menace d'une délocalisation est à peine voilée.

Monsieur Egré, directeur des Forges d'Hennebont en 1903, donne quelques précisions sur la fabrication du fer blanc : « La fonte et la ferraille sont d'abord fondues au four Martin, du nom de l'inventeur; on obtient ainsi des lingots dénommés acier doux à extra-doux. Ces lingots sont réchauffés dans des fours puis on les passe dans des laminoirs à cannelures où ils se changent en barres plates, variant de sept à quinze millimètres, qu'on découpe ensuite en morceaux désignés dans l'industrie métallurgique sous le nom de « bidons ».

L'opération suivante consiste à laminer les « bidons » dans des cylindres unis, cette fois, où ils se transforment en feuilles. Ces feuilles, cisaillées, passent à la machine à décaper. Puis elles sont recuites. Mais tout n'est pas fini. On procède à leur redressage, on les recuit une deuxième fois ; un deuxième décapage a lieu que suit l'étamage et le nettoyage. C'est après ces diverses et longues manipulations qu'on obtient le fer blanc qu'il ne reste plus qu'à trier et à encaisser.

On obtient la tôle noire par les mêmes procédés sauf qu'on s'arrête au premier recuisage. Le fer-blanc est livré uni ou imprimé, mais toujours en feuilles, aux usines de conserves, de sardines, aux fabricants de jouets, etc., qui les découpent et procèdent à l'assemblage des pièces. La production de l'usine est d'environ 20.000 tonnes de métal par an. Une partie de ce métal est destinée à la côte bretonne où se trouvent des usines de sardines. Le reste est expédié en très grande quantité sur Paris, le nord de la Fiance, Lyon, Marseille et en Algérie. »

L'usine possède donc de nombreux débouchés dont la plupart à proximité pour les conserveries de Douarnenez, Concarneau…

La Grève d'Hennebont

Au commencement du mouvement gréviste

Le Nouvelliste qui se qualifie de journal impartial, donne sa version du conflit. Huit ouvriers, dits chauffeurs-gaziers, employés à décrasser six laminoirs chauffés au gaz et se relayant par série de quatre, s'en vont le 21 juin, au matin, trouver le directeur, M. Egré, et se plaignent « qu'on ne les payait pas intégralement » pour le nettoyage des appareils, nettoyage qui se fait plus particulièrement le dimanche pendant l'arrêt du travail. D'autant qu'auparavant, ces ouvriers étaient rémunérés pour cette tâche. Le directeur leur réplique qu'ils sont payés d'après les tarifs existants ceux dressés en novembre 1899, alors que lui-même n'était que sous-directeur et que les fonctions directoriales étaient remplies par M. Giband. Ce tarif indiquait que les gaziers seraient payés aux pièces par 1 000 mètres carrés. Le directeur actuel ne pouvait donc, de sa propre autorité, modifier l'état de choses existant. Il accuse même ces huit ouvriers de finalement demander une augmentation déguisée. Et selon la litanie des patrons, les affaires ne vont pas bien, c'est la crise de la métallurgie…il est impossible dans la conjoncture actuelle de donner une augmentation.

Ces gaziers voulaient juste conserver un acquis et ne pas perdre la prime octroyée jusqu'à présent par l'ancien directeur devenu entre-temps maire d'Hennebont. Ils savaient de même qu'ils avaient de fait un poste stratégique puisque s'ils n'entretenaient pas les fours Martin le dimanche, le travail des autres ouvriers des Forges ne pouvaient reprendre le lundi. Et puis cette prime était considérée comme une compensation au travail dominical.

Du 21 au 28 juin, le travail se fait comme d'habitude. Toutefois, le 26, un commencement d'effervescence se fait sentir. Le 29, l'équipe de nuit de gaziers se présente, comme d'habitude, à 6 h. du soir et déclare immédiatement qu'elle ne travaillera pas. Le contremaître va chercher des remplaçants. Pendant son absence, tous les ouvriers de l'atelier quittent le travail. C'est donc la grève, mais, localisée aux laminoirs de Kerglaw, d'autant que le 30, au matin, le travail ne reprend pas dans ce même atelier alors que les ouvriers se sont rendus à l'usine. Dans la journée, le directeur reçoit la visite des gaziers et d'une délégation syndicale à qui il répond qu'il ne peut que maintenir sa première décision : aucune augmentation. La délégation demande aussi que les gaziers soient payés à la journée, non aux pièces, ce à quoi le directeur répond qu'il examinera la question. Il botte donc en touche. La grève va se mettre en place.

Les chauffeurs-gaziers se sentent lésés mais ils vont impulser avec l'aide du syndicat un mouvement de solidarité avec les manœuvres qui perçoivent un salaire de

famine. Personne ne peut contester qu'avec un tel salaire de misère on peut vivre et nourrir sa famille.

Pour le Progrès du Morbihan la véritable cause de la Grève est à chercher aussi dans le refus des ouvriers de se laisser humilier par le directeur de l'usine.

« On sait que depuis le 2 juillet dernier une grève s'est déclarée aux Forges d'Hennebont, appartenant à la Compagnie des Cirages français. La grève demeurait les premiers temps relativement calme; mais depuis plusieurs jours elle prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Le nombre des grévistes augmente sans cesse, car tous les journaux réactionnaires sont contre ces malheureux ouvriers qui demandent à gagner plus de 35 sous par jour. Sur cette somme on leur retient 5 centimes pour la caisse de secours et de retraite. Voilà donc des pères de famille réduits à vivre et à faire vivre les leurs avec 1 Fr. 70, c'est-à-dire 34 sous par jour! Une famille composée de deux ou trois personnes peut-elle vivre avec un si maigre salaire, aujourd'hui que les vivres sont hors de prix ? Certains ouvriers ont eu leur salaire RÉDUIT. D'autres, les chauffeurs à gazogène, qui étaient payés à raison de 0 fr. 40 pour mille mètres carrés, se virent ces temps derniers, diminué SANS AVIS AU MOMENT DE LA PAYE. Ils firent appel au Syndicat, qui multiplia délégation sur délégation, afin d'obtenir le maintien des anciens prix. La direction, secondée par la presse libérale et réactionnaire, REFUSA toute conciliation et prétendit que les prix modifiés étaient définitifs car la Compagnie n'avait pu donner aux actionnaires, pour l'exercice écoulé, qu'un dividende de 6 %! C'était la grève ou l'humiliation dans la misère. Les travailleurs dans un vote unanime se sont prononcés pour la résistance et depuis le 2 juillet, le travail a été arrêté partout. Les grévistes demandent : 1° Le maintien des anciens tarifs pour les chauffeurs ; 2° Un salaire minimum de 2 fr. 25 pour les manoeuvres. On voit que cela n'a rien d'excessif. Et savez-vous le nombre d'ouvriers qui réclament l'augmentation? 80 seulement sur 1.800 travailleurs ! Lecteurs, jugez I Signé : Des Ouvriers Vannetais. »

Ce n'est pas la première grève que tentent les ouvriers : « Il y a quelques années, les ouvriers se mirent on grève ; mais sans organisation, ils ne reçurent aucun appui et au bout de quelques jours, à bout de ressources, ils durent rentrer vaincus à l'atelier. »

Le syndicalisme prenant de l'ampleur en France avec les Bourses du Travail puis la CGT fondée en 1895, les métallurgistes bretons décident de s'organiser et de se syndiquer. Mais c'était sans compter la dureté et l'arrogance du directeur de l'entreprise. Si les journalistes favorables à la bourgeoisie présentent ce dernier comme un homme aimable, A. Le Guen, journaliste au Progrès du Morbihan, le décrit ainsi : « Ce monsieur qui est arrivé assez pauvre ici et qui se crée rapidement comme ses prédécesseurs une jolie fortune, ne veut pas que les ouvriers qui lui donnent la richesse et le luxe, aient un peu de bien-être. D'ailleurs, c'est un directeur sans tact, hargneux, désagréable, une sorte de sous-off rancunier et sournois. »

Alors quand la chambre syndicale expose les revendications des travailleurs au directeur. Celui-ci l'éconduit avec son habituelle ironie…

Dès le départ de la grève, un comité de la grève se met en place et fait appel à toutes les organisations ouvrières, à tous ceux qui comprennent qu'avec 1 fr. 70, une famille ne peut vivre. Une caisse de grève est mise en place ainsi qu'un appel à la solidarité financière. Les travailleurs d'Hennebont sont à la tête du mouvement syndical de l'Ouest. Ils portent le drapeau des revendications sociales.

Ouest-Eclair donne un complément d'informations sur la genèse de la grève. Nous constatons que des femmes sont aussi employées aux forges. Leur travail consiste dans le décrassage des feuilles de fer-blanc qui sortent toutes graisseuses d'huile de palme du laminoir. Elles procèdent à ce décrassage en les passant dans une farine composée en grande partie de chaux. Les salaires des ouvrières varient entre 0 f. 75 et 1 fr. 50. C'est dire que l'égalité salariale n'est pas de mise aux Forges comme partout ailleurs en France. Leurs conditions de travail sont harassantes et les salaires sont mêmes inférieurs à ceux des manœuvres pourtant les plus mal lotis.

Concernant les chauffeurs-gaziers, chacun à tour de rôle, du dimanche au lundi, ces derniers sont occupés au décrassage des fours et des conduites à gaz ; ils veillent aussi à l'allumage des fours pour la reprise du travail le lundi. Ils font de ce fait dix-huit heures qui ne leur sont pas payées. A un des derniers règlements de quinzaine, la caisse leur avait retenu 12 francs à chacun ou mieux il y avait « une erreur » de 12 francs dans leur compte.

Les chauffeurs protestèrent. La direction de l'usine les engagea à porter leurs doléances devant l'administration de la Cie des Cirages Français à qui appartiennent les forges d'Hennebont, qui leur répondit par une fin de non - recevoir.

A suivre

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com